

"La conférence européenne de la culture" dans La Revue des deux Mondes (1er février 1950)

Légende: Le 1er février 1950, l'écrivain suisse Robert de Traz rend compte dans le mensuel français La Revue des deux Mondes du déroulement et des enjeux de la conférence européenne de la culture organisée à Lausanne du 8 au 12 décembre 1949.

Source: La Revue des deux Mondes. 01.02.1950. Paris.

Copyright: (c) Revue des Deux Mondes

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"la_conference_europeenne_de_la_culture"_dans_la_revue_des_deux_mondes_1er_fevrier_1950-fr-27c11-42ad-904a-917d73817421.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

La conférence européenne de la culture

par Robert de Traz

Parce que chacune se voit affaiblie et humiliée, parce que chacune est saisie de crainte devant la menace d'un écroulement économique ou d'une invasion militaire, les nations européennes — ou plutôt certains de leurs chefs et quelques-uns de leurs intellectuels — ont fini par comprendre la nécessité d'unir leurs maigres forces pour se défendre, de relier leurs économies pour se refaire des richesses, de rapprocher les esprits pour assurer la durée de notre civilisation. Bref, elles souhaitent maintenant constituer l'Europe en un tout cohérent et autonome.

A diverses reprises dans le passé, celle-ci a déjà plus ou moins pris forme. Mais grâce à des circonstances qui ne sont plus les nôtres: l'Europe du Moyen Age reposait sur le principe de chrétienté; celle du XVIIIe siècle sur la primauté et le prestige de la monarchie française. Quelques essais de l'établir par la force — Charles-Quint, Napoléon, Hitler — n'ont abouti qu'à de sanglants échecs car l'Europe est plus multiple qu'homogène, et l'instinct des peuples s'est toujours révolté contre une unification imposée d'en haut.

Aujourd'hui le problème est de fonder l'Europe par consentement mutuel, en fédérant les États — lesquels devront abandonner une part, non encore définie, de leur souveraineté — en conciliant des intérêts différents, parfois contradictoires, en créant des institutions communes.

Mais les peuples sont-ils mûrs pour une telle transformation, accepteront-ils les sacrifices indispensables, comprendront-ils que leur salut ne peut venir que de leur entente ? Diverses tentatives récentes ont de la peine à aboutir. Entre la France et l'Italie, entre l'Angleterre et les États scandinaves, l'accord économique est malaisé. Le Benelux grince un peu. Sur le plan militaire, aux divergences de doctrine stratégique s'ajoutent des rivalités de généraux. Et puis les peuples nourrissent-ils les uns pour les autres le minimum de sympathie qui faciliterait leur rapprochement ? Avant la dernière guerre, ils cherchaient moins à s'unir qu'à se différencier. Et maintenant ils éprouvent pour leurs voisins de la méfiance quand ce n'est pas de la répulsion. Notre continent a été si cruellement ravagé depuis une dizaine d'années que le ressentiment apparaît naturel chez les vainqueurs qui se relèvent avec peine comme chez les vaincus épuisés. L'Europe, certes, forme une famille, mais, à certains égards c'est celle des Atrides.

Aussi se rend-on compte qu'au-delà des difficultés politiques, économiques, militaires à résoudre, il s'agit d'éveiller dans les nations d'Occident un sentiment de solidarité, de susciter une prise de conscience collective. L'Europe, ce n'est pas seulement un ensemble politique ou économique, c'est une tradition intellectuelle et morale, c'est une culture dont se réclament à des titres divers les nations qui la composent. Pour devenir un fait, l'Europe doit affirmer son âme.

Depuis quelques années plusieurs associations privées militent en faveur de l'Europe. L'*United Europe Movement*, le *Conseil français pour l'Europe unie*, la *Ligue économique de coopération européenne*, le *Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe*, les *Nouvelles équipes internationales*, l'*Union européenne des fédéralistes* se sont groupés sous le titre général de *Mouvement européen* dont les présidents d'honneur sont MM. Churchill, Blum, Spaak et de Gasperi. On sait que, d'autre part, s'est constitué en mai 1949 le Conseil de l'Europe et qu'en août dernier s'est tenue à Strasbourg l'Assemblée consultative européenne.

Poursuivant ses efforts et désireux de soutenir et d'informer l'Assemblée de Strasbourg, le Mouvement européen mettant en œuvre une résolution de sa conférence de la Haye, en 1948, vient d'organiser, à Lausanne, une Conférence européenne de la culture.

Une de plus ! dira-t-on avec plus ou moins de scepticisme. C'est que l'opinion, trop souvent déçue, manifeste une indifférence croissante à l'égard des réunions internationales. Mais celle de Lausanne mérite l'attention. Elle a groupé, non des hommes d'État, mais des intellectuels désireux de témoigner leur foi dans l'idée européenne et de lui apporter leur concours. Ils pensent que si elle a été dans le passé le fait des élites, les

élites se doivent aujourd'hui d'aider les efforts des politiques et, si possible, d'entraîner les masses à leur suite.

A Lausanne, les délégués étaient nombreux, convaincus et actifs. Citons d'abord le président d'honneur du Mouvement, M. Paul-Henri Spaak, et M. Salvador de Madariaga, président de la Conférence. Parmi les Français, quelques-uns, qu'on attendait, n'ont pas pu venir: MM. le prince de Broglie, André Siegfried, René Grousset, Gabriel Marcel. Mais il y avait, entre autres, MM. Étienne Gilson, Raoul Dautry, Jean Sarrailh, Michel Debré, Wladimir Porche. Parmi les Anglais des écrivains célèbres comme Mrs Elizabeth Bowen, MM. Stephen Spender et Peter Fleming, sir Stanley Unwin, le grand éditeur, M. Duncan Sandys, des professeurs comme sir Richard Livingstone, K. Lindsay. Les Italiens alignaient des écrivains, MM. Eugenio Montale et Alberto Moravia, des professeurs, MM. Cordié, Ermini, Gedda, les sénateurs Casati et Jacini. Les Allemands comptaient M. Carlo Schmid, vice-président de la Diète de Bonn, des journalistes comme M. Willy Fischer, des professeurs comme M. Josef Kroll et Max von Lane. On voyait encore, tous notoires à des degrés divers, des Scandinaves, des Suisses, des Belges, des Autrichiens, des Grecs, des Espagnols, des Turcs, des philosophes et des hommes d'église, des savants et des poètes, des juristes, des recteurs d'Université, des directeurs d'agences de presse. Représentant toutes les nationalités européennes, ils s'exprimaient en français ou en anglais, quelquefois en allemand.

Il y avait aussi, non moins importants et bien pathétiques à entendre dans l'expression de leur souffrance, des émigrés de l'Europe centrale, Polonais, Tchèques, Hongrois, Bulgares, qui avaient dû fuir leur patrie pour assurer la liberté de leur pensée et qui tenaient à manifester, en dépit du rideau de fer, leur appartenance à la culture européenne. La Conférence d'ailleurs a témoigné à plusieurs reprises qu'elle ne limitait pas ses espoirs à l'Occident et qu'elle se considérait comme solidaire des peuples aujourd'hui asservis.

La Conférence se proposait trois buts principaux: créer des institutions de culture « spécifiquement européennes », supprimer « les obstacles à la libre circulation des personnes, des œuvres et des instruments de travail », promouvoir « un enseignement européen à tous les degrés ». Elle se divisa en trois commissions, se réunit en séances générales et vota vingt-trois résolutions qui seront transmises à l'Assemblée de Strasbourg.

Deux d'entre celles-ci visent à rendre permanentes des organismes provisoires et qui fonctionnent déjà. D'abord le Centre européen de la culture, qui, dirigé par M. Denis de Rougemont, existe à Genève sous le nom de Bureau d'études. Il aura comme programme de « dresser l'inventaire des forces culturelles en Europe », de coordonner les efforts et de « prendre toutes initiatives tendant à développer chez les peuples le sentiment européen, à l'exprimer, à l'illustrer ».

En second lieu, il s'agira de fonder définitivement le Collège d'Europe qui a été créé en 1949 à Bruges, grâce aux crédits octroyés par la municipalité de cette ville et le gouvernement belge.

La Conférence a émis le vœu que deux autres institutions voient le jour: un Institut européen de recherches scientifiques, préconisé par le prince de Broglie, et une Commission de juristes qui veillerait au développement et à l'application des conventions entre États.

Nous ne saurions entrer dans le détail des autres résolutions, concernant les échanges et l'enseignement, ni des mesures proposées en divers domaines, — livres, radio, théâtre, écoles, etc. — afin d'aboutir à une collaboration intellectuelle entre les États. C'est tout un programme, très riche, très détaillé, qui a été ainsi dressé, et qui sera soumis aux gouvernements par l'entremise de Strasbourg.

L'intérêt que présentait la Conférence n'était pas seulement dans les travaux de ses commissions. Mais aussi dans les contacts personnels qu'elle a permis entre ces nombreux Européens, rassemblés pour quelques jours et unis par des aspirations communes. Mieux parfois que des discussions en séance, des entretiens particuliers dissipent des préjugés, facilitent des rapprochements.

Les séances générales furent marquées par quelques interventions de premier ordre. Celles, par exemple, de MM. Carlo Schmid, Ansermet, Brugmans, Moravia et David Rousset. Leurs analyses de la situation

actuelle, leurs affirmations de principes trouvèrent leur écho dans la déclaration finale du Congrès qu'on peut résumer ainsi : il faut faire l'Europe si l'on veut conjurer la guerre; l'Europe doit concilier la liberté individuelle et la justice sociale; l'Europe doit consacrer et garantir la dignité de l'homme, base de sa civilisation.

Ne sont-ce là que des mots ? Mais le verbe précède l'action, et le Mouvement européen, ayant pris conscience à Lausanne de sa force, est résolu à poursuivre plus loin son entreprise. Plus que jamais ses membres sont persuadés que leur tâche est urgente.

On partagera cette opinion si l'on songe que le problème de l'Europe à faire s'inscrit dans un problème plus vaste. Les découvertes scientifiques, qui se multiplient, et l'évolution politique, accélérée par la dernière guerre sur toute la planète, modifient profondément et notre notion du monde et notre notion de l'homme. Ce ne sont pas seulement les conditions matérielles qui se transforment à une incroyable vitesse, mais aussi nos structures mentales. Par un effort qui n'est pas modique, il faut nous adapter à des idées neuves et à des proportions insolites. En définitive, nous devons procéder à une extension de l'esprit afin qu'il corresponde au réel. Ainsi seulement nous assurerons sa prééminence, nous sauvegarderons des valeurs essentielles qui ne sont pas moins menacées que la paix elle-même.

Constituer l'Europe, c'est se mettre à la mesure du monde et de l'homme de demain. Ce n'est pas seulement former un ensemble politique et économique plus large que chacune de nos patries respectives, c'est agrandir les intelligences et enrichir les sensibilités. Les circonstances contemporaines nous appellent à un dépassement de nous-mêmes. Tentative audacieuse, peut-être épuisante, mais que le destin réclame de notre génération.